

# Syrie : l'avis des parlementaires du Finistère - Finistère

---

samedi 31 août 2013

---

Les parlementaires et les sénateurs seront appelés à se prononcer sur une éventuelle intervention de la France en Syrie. Leurs positions avant la session de mercredi.

Jean-Luc Bleunven, député divers gauche de Brest rural

« Ne pas intervenir en Syrie serait une erreur politique de fond de la part de la communauté internationale. Il faut le faire sous le couvert de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Et dans le respect de nos moyens, déjà sollicités par l'intervention militaire au Mali. Si nous ne faisons rien, nous assisterons à de nouveaux massacres et nous perdrons la face. »

Gilbert Le Bris, député PS de la 8 e circonscription

« L'Otan pourrait être la juste dimension pour une intervention. Cependant, celle-ci ne viserait pas à destituer le pouvoir en place. Il s'agirait, si cela est prouvé de façon absolue, de montrer, par des pertes militaires matérielles ciblées, que la communauté internationale n'accepte pas la limite qui a été franchie en Syrie ».

Chantal Guittet, députée PS de la cinquième circonscription

« Je vous répondrai après avoir obtenu des éléments complémentaires, mercredi, à l'occasion de la réunion avec le ministre des Affaires étrangères. Je pense qu'il est intelligent d'attendre l'avis des experts de l'ONU. En revanche, le fait que des armes chimiques soient utilisées dans un conflit, par qui que ce soit, et que les accords de Genève ne soient pas respectés, c'est inacceptable. »

Jean-Jacque Urvoas, Parti socialiste

« Je suis pour une intervention si on a des éléments de preuve incontestables, ou au moins un faisceau d'indices convergents, concernant l'usage de gaz par le pouvoir syrien. Je me refuse à me décider seulement à partir des éléments rapportés dans la presse. On a tous présent à l'esprit les « preuves » apportées par les Américains avant l'intervention en Irak. Je salue l'initiative de François Hollande qui convoque le Parlement avant l'intervention, et non après. Par ailleurs, je trouve consternant le blocage de l'Onu par la Russie et la Chine. »

François Marc, sénateur (PS)

« En France, c'est le Président de la République qui engage le pays dans les actions militaires. A ce jour, je n'ai pas tous les éléments. Des éléments qui sont déjà arrivés à l'Élysée. Si le Président décide d'engager la France, je me rallierai à sa décision. Le but serait alors d'obliger Bachar al Assad à accepter une négociation pour trouver une solution politique au conflit. »

Gwenegan Bui, député PS

« Je suis favorable à une intervention de la France dans le cadre d'une coalition internationale. On ne peut pas laisser un dictateur ou quiconque utiliser des armes chimiques contre des civils. Il y a des lignes rouges à ne pas franchir. Si la Constitution ne l'oblige pas, je préférerais qu'il y ait une consultation, un vote au Parlement. Le cas échéant, je voterai pour ».

Richard Ferrand, député PS de Châteaulin-Carhaix

« Tant que les choses n'auront pas été clairement exposées à l'assemblée nationale, il est difficile de prendre position. Un débat doit se tenir mercredi 4 septembre. Il faut donner un coup d'arrêt à ces crimes, mais attendre d'une part les résultats des experts de l'ONU, et d'autre part ce débat national pour adopter la bonne attitude afin que Bachar el Assad cesse ses méfaits inacceptables. »

Annick Le Loch, députée PS 7 e circonscription

« Je suis pour, si cela peut apporter la paix, la démocratie et la liberté, mais je n'en suis pas sûre. Les souffrances endurées par ce peuple depuis deux ans ne sont pas tolérables. S'il est avéré qu'il y a eu crime contre l'humanité, il doit être puni. Les conclusions de l'enquête de l'Onu et le débat parlementaire pourront nous éclairer, même si on peut regretter qu'il n'y ait pas de vote. »

Agnès Le Brun, députée européenne UMP

« La situation n'a jamais été aussi grave depuis le début du conflit. Le veto systématique de la Chine et de la Russie à l'Onu ne doit également pas être une excuse pour ne pas intervenir.

Cependant, il faut que cette décision soit collégiale. Le Président de la République doit consulter les groupes parlementaires, et les différents partis politiques. Il prendra ensuite les décisions qui lui incombent. Surtout, les buts militaires de cette opération doivent être précisément définis. Avec qui y allons-nous ? Quand et avec quel moyen ? Une posture va-t-en-guerre impulsive serait une erreur. »

Philippe Paul, sénateur-maire UMP

« Je suis bien sûr scandalisé par l'utilisation présumée d'armes chimiques contre des populations civiles. Alors, oui, si nous sommes un grand pays, et pour la démocratie, nous devons faire quelque-chose... sans pour autant aller trop loin, dans l'engagement de troupes terrestres, par exemple : on a déjà suffisamment fait les pitres en Lybie ou en Irak. Et il y a la question du coût et des risques de poudrière. Et puis, pour installer qui à la place de Bachar al-Assad ? Je suis pour un coup de semonce et une intervention bien ciblée, mettre la pression pour que ses actes inadmissibles s'arrêtent. »